

24 septembre 2019 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse à l'issue de la 74e Assemblée générale de l'ONU

Pardon pour cette attente qui est liée à des discussions imprévisibles si je puis dire. Je vais peut-être dire simplement deux mots et surtout répondre à vos questions. Cette Assemblée générale des Nations unies a été l'occasion d'abord de prendre plusieurs engagements lors du Sommet climat du Secrétaire général, à la fois en confirmant l'engagement français sur le Fonds vert et préparer la réunion d'octobre sur ce sujet. Donner aussi des axes clairs sur la volonté française de scander les prochaines discussions européennes sur le plan justement du rehaussement du prix du carbone, de la taxation aux frontières, mais également de l'intégration des objectifs climatiques dans notre agenda commercial avec l'objectif zéro carbone- zéro déforestation.

Je ne reviens pas sur les autres points qui ont été soulevés lors de cette intervention, je répondrai à vos questions s'il y en a. Je pense en tout cas que notre objectif à cet égard était de pouvoir rentrer véritablement dans des engagements maintenant utiles, l'année 2020 étant absolument clé dans l'agenda européen pour avoir un agenda climatique fort.

La France prend, quant à elle, toutes ses responsabilités en doublant sa participation au Fonds vert. Nous avons quelques instants avant ce sommet Climat organisé avec la Colombie et le Chili ce sommet pour les forêts primaires, forêts tropicales, essentiellement basée sur l'Amazonie mais intégrant aussi le Bassin Congo qui était la suite directe de l'initiative prise lors de Biarritz et du G7. Comme vous l'avez constaté, ce sommet a été pour nous d'abord l'occasion pour la première fois de rassembler des donneurs : Norvège, Allemagne qui sont très impliqués sur ce sujet, d'avant la France. Les grandes organisations internationales avec des annonces fortes qui ont été faites par la Banque mondiale mais également pour la première fois, les pays de la région qui, suite à l'initiative franco-chilienne de Biarritz, s'étaient réunis d'abord à Leticia pour le pacte et puis se sont retrouvés autour de la table et donc vous aviez en particulier le Président bolivien, le Président colombien qui était là, le vice-président du Suriname et avec eux beaucoup de représentants des peuples autochtones et de plusieurs régions. J'avais souhaité associer tout à la fois le Président de la collectivité de Guyane Rodolphe ALEXANDRE qui a pu s'exprimer, également le Président du Grand Conseil coutumier qui était présent, et avec lequel j'ai ensuite eu un échange, et qui a porté la voix des peuples autochtones et le Président du parc. Cette initiative a permis une avancée, à mes yeux, importante parce qu'elle a permis un travail d'abord de coordination de l'ensemble des bailleurs internationaux, et de poser pour la première fois une méthode d'action. Les objectifs communs en termes de biodiversité, d'engagement pour la reforestation, de financement de projets compatibles avec ces objectifs et derrière, une méthode que nous allons finaliser pour Santiago avec l'objectif de finir sur une alliance concrète qui permettra de financer des projets concrets sur le terrain dans les différents pays concernés. Là aussi, je pourrais revenir dans le détail sur les différents points lors de vos questions si vous le souhaitez, mais c'était pour moi une étape importante qui marque une avancée suite à l'initiative que nous avons prise à Biarritz et une mise en œuvre plus opérationnelle. Nous avons poursuivi, comme je le disais, ces échanges. Les ministres ont eu l'occasion de continuer le travail aussi avec le Président ALEXANDRE et le gouverneur brésilien qui représentait aussi plusieurs Etats brésiliens sur ce sujet et donc un travail régional se poursuit dans la durée, de manière dépassionnée, pour pouvoir agir de manière efficace dans la prévention des feux comme en matière de reforestation.

Nous avons évidemment aussi, lors de cette Assemblée générale, poursuivi l'initiative conduite à Biarritz et avant le sommet de Biarritz sur la question iranienne. Celle-ci, évidemment, avait un tour tout particulier dans le contexte et suite aux frappes du 14 septembre dernier. D'abord souhaiter qu'il puisse y avoir une coordination européenne que nous avons tenue hier après-midi avec le Premier ministre JOHNSON et la chancelière MERKEL qui nous a conduit à communiquer ensemble sur les faits du 14 septembre et la nécessité de reprendre des négociations. J'ai eu également plusieurs échanges avec le Président TRUMP et avec le Président ROHANI durant ces deux jours - et un très long entretien hier avec le Président ROHANI. Je considère dans ce contexte que les conditions d'une reprise rapide des négociations ont été créées. J'en ai, en quelque sorte, explicité les termes tout à l'heure lors de mon discours à l'Assemblée générale : d'une part et c'est le premier critère, la réaffirmation de la pleine certitude que l'Iran ne se dotera jamais de l'arme nucléaire c'est-à-dire non seulement le retour plein et entier aux obligations du JCPOA mais la construction d'un agenda de plus long terme en la matière. Deuxièmement, ce sont les éléments d'une sortie de crise au Yémen dont nous avons longuement parlé avec le Président ROHANI hier - et qui est à mes yeux constitutif de la désescalade dans la région. Troisièmement, c'est la construction d'un plan de sécurité régionale intégrant les autres crises et la sécurité des flux maritimes. Ce qui veut dire d'engager une discussion sur évidemment aussi la situation en Syrie, en Irak, sur les autres sujets régionaux sur la question du détroit d'Ormuz. À cet égard,

nous avons eu un long échange également avec le Président ROHANI et il y a une vraie volonté, y compris américaine, d'avancer sur ces sujets. Le quatrième élément de cette négociation, c'est évidemment dans ce contexte la levée des sanctions économiques. Les termes sont ainsi posés qui constituent un ensemble cohérent, qui permettrait la désescalade et un agenda de confiance dans la durée non seulement sur le sujet nucléaire mais sur les sujets balistiques.

Il appartient maintenant à l'Iran et aux États-Unis d'Amérique de se saisir de ces conditions et d'œuvrer ensemble pour redéclencher une dynamique. Je l'ai dit également l'un à l'autre, la France est à disposition et je considère que ce débat doit être amorcé entre les États-Unis d'Amérique et l'Iran et il doit pouvoir ensuite en dynamique pleinement associer l'ensemble des signataires de JCPOA et les puissances de la région car je pense que si en 2015 il manquait quelque chose aux termes de l'équation, c'était d'associer pleinement toutes les puissances de la région. Voilà les éléments sur lesquels nous avons avancé durant ces deux jours. Je le dis avec beaucoup d'humilité et de précaution parce que tout cela est toujours fragile mais je considère que les échanges que nous avons pu avoir, les initiatives prises ont créé les conditions d'un retour rapide du dialogue et des négociations mais en même temps permettent de bâtir un agenda de sécurité et de stabilité durables pour la région. Ces deux jours ont aussi été l'occasion de plusieurs rencontres bilatérales avec le Président Mahmoud ABBAS, avec le Président de la République d'Irak avec le Président du Liban et plusieurs autres. Des échanges également avec le Président SISSI et avec d'autres dirigeants durant justement les apartés qui se sont ainsi construites. Je ne serai pas plus long. Je vais surtout répondre à vos questions.